

AGIR QUÉBEC- CANADA

ÉQUITÉ — ÉCONOMIES — GRATUITÉ

LIVRE BLANC

Le projet de gouvernement d'Agir Québec-Canada

12 ministères · 23 agents de transfert · 73 mesures · 3 ans · 17 G\$/an d'économies

« Ce que le Parti québécois promet en quittant le Canada, nous le réalisons sans quitter le Canada. »

« Trump divise pour absorber. AGIR unit pour résister. »

Agir Québec-Canada (AGIR) est le seul parti politique du Québec qui part d'un constat simple et incontestable : un Québécois est un Canadien au même titre que n'importe quel autre citoyen de ce pays. Il a droit aux mêmes services, aux mêmes protections et au même traitement — sans payer deux fois pour les obtenir.

Édition électorale 2026 — Mise à jour mars 2026

TABLE DES MATIÈRES

I. Préambule	Le problème et le plan — les données de satisfaction
II. Axe 1 — Équité	Un Québécois est un Canadien au même titre que les autres
III. Axe 2 — Économies	12 ministères, 17 G\$/an, le cadre financier, les cotes de crédit
IV. Axe 3 — Gratuité	Le retour du trop-perçu d'impôt : 700\$ → 1 400\$ → 2 361\$/an
V. La vérité sur les emplois	Postes vs emplois — les chiffres honnêtes — où vont les emplois
VI. La fin des chicanes	Chaque doublon éliminé = une dispute de moins
VII. L'argument géopolitique	AGIR renforce la fédération face au 51e État
VIII. Les dossiers clés	Troisième lien, logement, gauche ou droite?
IX. La réponse des autres acteurs	Provinces, gouvernement fédéral, syndicats
X. Les garanties	Vérificateur général, agents terminaux, vote de confiance
XI. Conclusion	Trump divise pour absorber. AGIR unit pour résister.

NOTRE IDENTITÉ VISUELLE

Le sigle d'Agir Québec-Canada



Le pourpre — La fusion

Le fond pourpre n'est pas un choix esthétique. C'est une déclaration politique. Le pourpre naît de la fusion du bleu du drapeau du Québec — la fleur de lys, l'identité, la langue, la culture — et du rouge du drapeau du Canada — la feuille d'érable, la fédération, la solidarité nationale.

Deux couleurs qui, séparées, ont alimenté 60 ans de chicanes. Réunies dans le pourpre, elles forment une seule couleur nouvelle — ni l'une ni l'autre, mais les deux ensembles. C'est l'essence même d'AGIR : non pas choisir entre le Québec et le Canada, mais les fusionner dans quelque chose de plus efficace.

La forme centrale — La fusion des deux symboles

Au cœur du sigle, deux demi-symboles s'assemblent pour n'en former qu'un seul.

À gauche — du côté du cœur — une demi-fleur de lys. Elle représente le Québec, son identité, sa langue, sa culture, son histoire. Elle est placée à gauche parce que c'est le côté du sentiment, de l'appartenance, de ce qu'on aime et qu'on ne veut pas perdre.

À droite — du côté de la raison — une demi-feuille d'érable. Elle représente le Canada, la fédération, les institutions nationales, la force collective. Elle est placée à droite parce que c'est le côté du calcul, de la logique, de ce qui est efficace et défendable.

Ensemble, les deux demi-symboles forment une figure unique — ni fleur de lys seule, ni feuille d'érable seule. Une forme nouvelle qui ne peut exister qu'en union. Ce qu'on ne peut pas avoir séparément, on peut l'avoir ensemble.

Le blanc — La feuille de travail

Le blanc qui habille les lettres et les symboles n'est pas un blanc de pureté abstraite. C'est le blanc de la feuille de travail — celle qu'on remplit, celle qu'on soumet, celle qui contient les 73 mesures, les chiffres, les engagements et les résultats. Le blanc d'AGIR est le blanc du concret, du documenté, du vérifiable. Pas des promesses — des plans.

Le vert — La base et l'écologie

En bas du sigle, une bande verte porte les trois valeurs du parti. Le vert n'est pas en haut — il est en bas, comme une fondation, comme la terre, comme l'écologie qui soutient tout le reste. AGIR bâtit sur quelque chose de solide et de durable. Le vert rappelle que la rationalisation de l'État libère des ressources pour ce qui compte vraiment : les personnes, l'environnement, l'avenir.

Les lettres AGIR et les trois valeurs

Le mot AGIR s'inscrit en blanc sur le sigle — le blanc de la clarté, de la lisibilité, du message direct. Un seul mot. Quatre lettres. Un verbe. Pas un adjectif, pas une promesse floue — une action. Québec et Canada ne sont pas écrits : ils sont représentés. La demi-fleur de lys dit Québec. La demi-feuille d'érable dit Canada. Les lettres n'ont pas à le répéter.

En bas, sur fond vert, en lettres blanches : Équité — Économies — Gratuité. Trois mots. Trois axes. L'équité pour que chaque Québécois soit traité comme un Canadien à part entière. Les économies pour éliminer ce qui coûte trop cher et ne sert à rien. La gratuité pour que cet argent retourne dans vos poches — pas dans un nouveau programme.

Le sigle d'AGIR représente deux solitudes qui cessent de se diviser pour former quelque chose de nouveau : un Québec pleinement canadien, une fédération pleinement québécoise, bâtie sur le travail concret, ancrée dans l'écologie, portée par trois valeurs simples et irréversibles.

I. PRÉAMBULE — LE PROBLÈME ET LE PLAN

Le constat : le Québec paie deux fois et obtient moins

Le Québec entretient en ce moment deux gouvernements là où un seul suffirait. Ce n'est pas une question d'identité. Ce n'est pas une question de langue. C'est une question de mathématiques.

Chaque Québécois verse ses impôts à Ottawa et à Québec. En échange, il reçoit des services de deux appareils gouvernementaux parallèles qui font souvent la même chose, en double, avec deux bureaucraties distinctes, deux séries de formulaires, deux processus d'approbation, deux corps d'inspecteurs, deux agences de financement visitant les mêmes entreprises le même mois.

Le coût de ces doublons est estimé à 10 milliards de dollars par année. Ce n'est pas de l'argent mystérieux. C'est l'argent que vous avez versé en impôts cette année. C'est l'argent qui manque pour les urgences, les CPE, les routes et la retraite.

10 G\$/an de doublons (Opération 1) + 7 G\$/an de rationalisation ministérielle (Opération 2) = 17 G\$/an — soit plus de 2 361 \$ par contribuable québécois, chaque année.

Les autres partis vous proposent deux solutions à ce problème. La première, souverainiste, consiste à quitter le Canada pour n'avoir plus qu'un seul gouvernement. La deuxième, fédéraliste passif, consiste à négocier à la marge — c'est ce que la CAQ a promis comme "troisième voie", et on sait ce que ça a donné : des négociations sans fin, des gains symboliques, et les mêmes doublons qui coûtent 17 G\$ par année. AGIR n'offre pas une troisième voie. AGIR offre une nouvelle approche : la collaboration plutôt que l'opposition. Pas de chicane constitutionnelle. Pas de bras de fer politique. Des technocrates compétents, des missions précises, des résultats mesurables — et Ottawa comme partenaire, pas comme adversaire.

Le diagnostic : pourquoi les Québécois sont les moins satisfaits

Les données de satisfaction envers les gouvernements provinciaux au Canada racontent une histoire sans équivoque. Les provinces atlantiques — qui gouvernent avec moins de structures et moins de doublons — affichent des taux de satisfaction entre 57 % et 64 %. Le Québec, avec ses 23 ministères et ses agences redondantes, plafonne à 33 % de satisfaction.

Province	Satisfaction gouv. prov.	Satisfaction services	Structure gouv.	Note et source
Île-du-Prince-Édouard	64 %	—	12 ministères	Modèle AGIR · Record de satisfaction (Narrative Research, sept. 2025)
Nouveau-Brunswick	63 %	—	19 ministères	Post-élection Holt 2024 (Narrative Research, sept. 2025)
Terre-Neuve-et-Labrador	63 %	—	18 ministères	Plus élevé de l'Atlantique (Narrative)

Province	Satisfaction gouv. prov.	Satisfaction services	Structure gouv.	Note et source
				<i>Research, sept. 2025)</i>
Nouvelle-Écosse	57 %	—	19 ministères	<i>(Narrative Research, sept. 2025)</i>
Alberta	—	28–38 %	23 ministères	<i>Bas du classement · Santé : 68 % insatisfaits (McKinsey 2024)</i>
Colombie-Britannique	—	48 %	23 ministères	<i>Plus haut des Big 4 — toujours bas (McKinsey 2024)</i>
Ontario	—	35 %	30 ministères	<i>Big 4 — bas du classement (McKinsey 2024)</i>
Québec	33 %	28–35 %	23 ministères	<i>Plus bas des Big 4 · 67 % insatisfaits du gvt (Léger, déc. 2024)</i>

L'Île-du-Prince-Édouard gouverne avec 12 ministères — le modèle qu'AGIR adopte — et 64 % de ses citoyens sont satisfaits. Le Québec gouverne avec 23 ministères et 67 % de ses citoyens sont insatisfaits. Ce n'est pas une coïncidence. C'est la structure.

McKinsey, dans son étude nationale de 2024, confirme que les quatre grandes provinces — dont le Québec — sont toutes dans le bas du classement canadien. Ce n'est pas la langue qui explique cet écart. Ce n'est pas la culture. C'est la structure. Un gouvernement qui fait deux fois la même chose le fait deux fois moins bien.

La réponse d'AGIR : trois axes, un mandat, des résultats vérifiables

Agir Québec-Canada structure son programme autour de trois axes indissociables. Ces trois axes ne sont pas des slogans. Ce sont des engagements mesurables, liés à 73 mesures concrètes, exécutées par 23 agents de transfert qui relèvent directement du premier ministre.

23 → 12 <i>Ministères</i>	17 G\$ <i>Économies / an</i>	73 <i>Mesures documentées</i>	23 <i>Agents de transfert</i>
-------------------------------------	--	---	---

AXE 1

ÉQUITÉ

Un Québécois est un Canadien au même titre que les autres.

Aujourd'hui, deux Québécois qui font le même travail dans la même ville ne bénéficient pas des mêmes protections. Ce n'est pas le fruit du hasard — c'est le résultat de la coexistence de deux régimes parallèles qui s'appliquent inégalement.

Les trois iniquités documentées

1. L'iniquité salariale

Un caissier de banque — employé d'une institution fédérale — gagne 17,75 \$/h au salaire minimum fédéral. Un caissier de dépanneur — employé provincial — gagne 15,75 \$/h. Même ville. Même travail. Même coût de la vie. Deux règles. Un écart de 2 \$ l'heure, soit plus de 4 000 \$ par année pour un travailleur à temps plein.

- ▶ **Mesure 55** : Alignement du salaire minimum provincial sur le salaire fédéral (17,75 \$/h).
- ▶ **Mesure 54** : Extension du Code canadien du travail à tous les employés québécois.
- ▶ **Mesure 56** : Harmonisation des droits syndicaux — interdiction des briseurs de grève pour tous.

2. L'iniquité de services

Un immigrant qui choisit le Québec passe par deux sélections (CSQ québécois + admission fédérale). Un immigrant qui choisit l'Ontario passe par une seule. Résultat : délais plus longs, frustrations plus grandes, intégration plus difficile. Pas parce que le Québec est moins accueillant — mais parce qu'il est doublement bureaucratique.

- ▶ **Mesure 44** : Sélection des immigrants unifiée sous IRCC — une seule porte, avec clauses de francisation négociées.
- ▶ **Mesure 9** : Abolition du CRIC → SR&ED fédéral unique pour tous les innovateurs canadiens.

3. L'iniquité fiscale

Un Québécois remplit chaque année deux déclarations de revenus — une fédérale à l'ARC et une provinciale à Revenu Québec. Un Ontarien n'en remplit qu'une. Le coût de cette singularité : 600 M\$ par année pour Revenu Québec, et plus de 1 G\$/an en frais de comptables et logiciels pour les citoyens.

- ▶ **Mesures 1-6** : Transfert de la perception fiscale à l'ARC — abolition de Revenu Québec.
- ★ **Mesure 5** : Déclaration de revenus automatique préremplie — zéro formulaire pour les citoyens.

L'équité n'est pas la souveraineté. L'équité, c'est exiger que le Québec soit traité comme une province canadienne — ni plus, ni moins. Avec les mêmes règles, les mêmes protections et les mêmes droits que partout ailleurs au Canada.

AXE 2

ÉCONOMIES

12 ministères au lieu de 23. Même service. La moitié de la structure.

Le gouvernement du Québec coûte 10 milliards de dollars de plus par année que nécessaire. Pas parce que ses fonctionnaires sont incompetents. Pas parce que ses programmes sont mauvais. Mais parce que 73 de ces programmes et fonctions sont rationalisés ou transférés.

La réduction de 23 ministères à 12 ministères représente 7 milliards de dollars. Sans perte de qualité de service.

Le tout pour un total de 17 milliards de dollars.

Le modèle : 12 ministères, comme à l'Île-du-Prince-Édouard

L'Île-du-Prince-Édouard gouverne 182 000 personnes avec 12 ministères et un taux de satisfaction de 64 %. Le Québec gouverne 8,9 millions de personnes avec 23 ministères et un taux de satisfaction de 33 %. AGIR adopte la structure de l'Î.-P.-É., adaptée à l'échelle québécoise — non pas en coupant des services, mais en éliminant la couche provinciale là où une couche fédérale équivalente fait déjà le même travail.

FINANCES — 7 mesures · Économies : 600 M\$ à 1 G\$/an + 1 G\$ pour les citoyens

#	Mesure	Impact citoyen
1-2	Accord-cadre ARC — perception impôts particuliers et sociétés	<i>Un seul formulaire. Zéro double déclaration.</i>
3	Harmonisation TVQ-TPS → ARC	<i>Une seule taxe, un seul formulaire pour les entreprises.</i>
5	Déclaration automatique préremplie	<i>1 G\$/an économisé en frais de comptables pour les citoyens.</i>
6	Abolition Revenu Québec	<i>600 M\$/an d'économies directes sur l'agence.</i>

ÉCONOMIE — 7 mesures · Économies : 850 M\$ à 1,4 G\$/an

#	Mesure	Impact citoyen
8	Aide directe entreprises → ISDE/DEC	<i>Un seul guichet pour les subventions aux entreprises.</i>
9	Abolition CRIC → SR&ED fédéral	<i>Un seul crédit R&D, une seule demande pour innover.</i>
10	Antennes régionales MEIE → DEC	<i>17 antennes rationalisées — services maintenus par DEC.</i>
13	IQ → BDC (volet prêts PME)	<i>Un seul prêteur gouvernemental pour les PME québécoises.</i>

SANTÉ — 7 mesures · Économies : 870 M\$ à 1,1 G\$/an + TCS (+2 à 3 G\$/an)

#	Mesure	Impact citoyen
29	Assurance médicaments → régime national	Meilleure couverture, négociation nationale des prix.
34	Renégociation TCS 24 % → 30 %	+2 à 3 G\$/an de plus dans le réseau de santé québécois.
30	DSN → Inforoute Canada	Dossier de santé numérique interopérable avec le reste du Canada.
31	FRQS → IRSC	Recherche médicale financée à l'échelle nationale.

TRANSPORTS — 7 mesures · Économies : 500 M\$ à 1 G\$/an

#	Mesure	Impact citoyen
47	Abolition MIQ — Jour 1	Structure inutile créée en 2024 — supprimée dès le premier jour.
48	Ponts interrives → fédéral	Les ponts sur le Saint-Laurent relèvent constitutionnellement d'Ottawa.
49	Subventions routières → Infrastructure Canada	Un seul guichet pour financer les routes municipales.
53	Fusion MTQ rationalisé	DG + services administratifs doublons éliminés.

JUSTICE, TRAVAIL, AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT — 40 mesures · Économies : 3 G\$/an

#	Mesure	Impact citoyen
38	CQLC → CLCC	Un seul organe de libération conditionnelle.
39	Pénal < 2 ans → SCC	SCQ transféré au Service correctionnel fédéral.
58	Abolition Min. Travail	Fonctions réparties dans les ministères harmonisés restants.
61	Inspection alimentaire → ACIA	Inspecteurs MAPAQ intégrés à l'ACIA — déjà présente au Québec.
24	Fusion MELCCFP+MRNF	Un seul ministère Environnement-Ressources naturelles.

Le cadre financier — en phase avec Girard 2026-2027

Le budget Girard déposé le 18 mars 2026 confirme ce qu'AGIR dit depuis le début : les finances publiques du Québec sont sous pression, et les solutions proposées sont insuffisantes.

BUDGET GIRARD 2026-2027 vs PROGRAMME AGIR

Déficit 2025-2026 révisé	9,9 G\$ — pire que prévu
Déficit 2026-2027 prévu	8,6 G\$

Équilibre budgétaire visé	2029-2030
Croissance des dépenses	1,5 % (sous l'inflation de 2,3 %)
Économies que Girard cherche	~2 G\$ — sans les trouver
Économies qu'AGIR identifie	10 G\$ — mesure par mesure, documentées (Opération 1 : doublons Ottawa)
Écart	AGIR fait 5× ce que Girard cherche

Les cotes de crédit — AGIR résout ce que S&P a sanctionné

En avril 2025, S&P a décoté le Québec d'AA- à A+ stable. La raison officielle : déficits persistants, masse salariale trop lourde, incertitude électorale. AGIR répond directement aux trois critères.

COTES DE CRÉDIT DU QUÉBEC (MARS 2026) ET IMPACT AGIR

S&P Global	A+ stable — décotée d'AA- en avril 2025 pour déficits + masse salariale
Moody's	Aa2 stable — favorable après budget Girard mars 2026
DBRS Morningstar	AA bas stable — favorable après budget Girard mars 2026
Ce que S&P exigeait	Réduction de la masse salariale + trajectoire crédible de déficit
Ce qu'AGIR livre	21 000 postes redondants supprimés + 17 G\$/an d'économies structurelles (10 G\$ doublons + 7 G\$ rationalisation)
Impact attendu	Retrouver AA- dès l'An 2 du mandat AGIR si les résultats sont au rendez-vous

Girard cherche 2 G\$ d'économies. AGIR en identifie 10. La différence : AGIR a un plan mesure par mesure. Girard a un vœu budgétaire.

OPÉRATION 1 — 73 mesures de doublons — 15 G\$ identifiés — objectif conservateur : 10 G\$/an (66 %)

AGIR conduit deux opérations distinctes et indépendantes. L'Opération 1 — les 73 mesures de transfert — élimine les doublons entre Québec et Ottawa. AGIR a documenté 73 mesures totalisant 15 G\$/an d'économies potentielles — doublons administratifs mesure par mesure, gains sur les transferts ministériels vers Ottawa, et rationalisation du financement fédéral en santé. Notre programme cible 10 G\$/an — soit les deux tiers de ce qui a été identifié. Nous ne promettons pas 100 %. Nous promettons ce que nous pouvons livrer et défendre chiffre par chiffre.

Les 73 mesures sont classées selon leur difficulté réelle :

- **Mesures vertes (~30) — An 1** — Décision administrative de Québec seul. Livrables dès le premier jour du mandat. ≈ 4 G\$/an.
- **Mesures jaunes (~25) — An 2** — Accord administratif avec Ottawa dans un cadre existant. Précédents établis. ≈ 4 G\$/an supplémentaires.

- **Mesures rouges (~18) — An 3** — Négociation politique ou constitutionnelle majeure. Résultat non garanti, mais documenté et chiffré. ≈ 7 G\$/an si Ottawa coopère.

“Que nos adversaires nous montrent où les 15 G\$ sont mal calculés — avant de prétendre que les deux tiers sont inatteignables. Même sans les mesures rouges, AGIR livre 8 G\$/an : le déficit québécois est résorbé.”

OPÉRATION 2 — Réduction ministérielle (23 → 12) : 7 G\$/an supplémentaires

L'Opération 2 est distincte et indépendante des 73 mesures de doublons. Elle consiste à simplifier la structure gouvernementale du Québec de 23 à 12 ministères. Les économies de 7 G\$/an découlent de cinq leviers appliqués à la masse de dépenses administratives des 11 ministères dissous (base de 28 G\$/an) :

- ▶ Administration générale — 2 % = 0,56 G\$/an
- ▶ Applicatifs informatiques — 5 % = 1,40 G\$/an
- ▶ Infrastructure informatique — 8 % = 2,24 G\$/an
- ▶ Simplification des formulaires (2 → 1) — 5 % = 1,40 G\$/an
- ▶ Intelligence artificielle dans les processus — 5 % = 1,40 G\$/an

Total Opération 2 : 25 % de 28 G\$ = 7 G\$/an — Les économies arrivent au rythme de la dissolution des 11 ministères sur 3 ans. Cette opération est entièrement indépendante des 73 mesures de doublons.

TOTAL COMBINÉ — 17 G\$/an d'économies structurelles

Source	Économies
Opération 1 — 73 mesures de doublons Ottawa	10 G\$/an
Opération 2 — Réduction ministérielle 25 %	7 G\$/an
TOTAL	17 G\$/an

AXE 3

GRATUITÉ

Les économies reviennent aux citoyens — pas dans un nouveau programme, dans vos poches.

Les économies générées par la rationalisation ne retournent pas dans un fonds consolidé anonyme. Elles ont une destination précise et légalement enchâssée : les contribuables du Québec. AGIR s'engage à retourner 100 % des économies réalisées, de façon progressive et garantie.

Le retour du trop-perçu d'impôt — pas un dividende, votre argent

AGIR ne parle pas de 'dividende citoyen'. Un dividende, c'est un revenu imposable. Ce que nous retournons, c'est le trop-perçu d'impôt — l'argent que vous avez payé en trop depuis des décennies pour financer deux gouvernements là où un seul suffisait. Ce trop-perçu vous est retourné. Ce n'est pas un cadeau de l'État. C'est votre argent.

MÉCANIQUE DU RETOUR DU TROP-PERÇU — 3 ANS

Année 1 (2027-2028)	700 \$ par contribuable · Économies An 1 : ~3,5 G\$ · Coût : 3,5 G\$ retournés · Base : 7,2 M contribuables
Année 2 (2028-2029)	1 400 \$ par contribuable · Économies An 2 : ~7 G\$ · Trajectoire confirmée
Année 3+ (2029+)	2 361 \$ par contribuable · Économies An 3 : 17 G\$ · Régime de croisière · Arrondi comm. : "plus de 2 000 \$"
Pour un couple	4 000 \$ par année — deux mois d'épicerie, une année de matériaux scolaires
Source du financement	100 % des économies nettes sur les doublons éliminés — zéro dette

Pourquoi 100 % des économies sont retournées? Parce que si l'État les garde, il s'en sert pour créer de nouveaux programmes. Le monstre se nourrit lui-même. AGIR coupe le cycle : les économies vont aux citoyens, pas dans un nouveau ministère.

Le coût de la transition — payé par Ottawa

Les opposants diront que la transition coûte cher. Voici les chiffres réels. Sur les 7 000 postes supprimés par année, seulement 1 400 (20 %) ont recours à l'assurance-emploi — les autres partent à la retraite, sont transférés à l'employeur fédéral, ou acceptent une indemnité de départ volontaire.

COÛT DE LA TRANSITION AE — CHIFFRES RÉELS

Personnes sur l'AE / an	~1 400 (20 % des 7 000 postes/an)
Prestation hebdo moyenne	729 \$/semaine (maximum AE 2026)

Durée moyenne de transition	Professionnels qualifiés : 3 à 6 mois (112 100 postes vacants au QC)
Coût AE annuel total	~36 M\$/an
% des économies An 1	1,2 % — marginal
Qui paie l'AE?	Ottawa — l'AE est un programme fédéral
Transfert net	Ottawa verse 36 M\$/an au Québec pendant la transition

La transition coûte 36 M\$/an à Ottawa. Elle économise 3 G\$/an au Québec dès l'An 1. Le ratio est de 1 pour 83. Et c'est Ottawa qui paie la reconversion.

Les services que personne ne perd

AGIR ne touche pas aux services essentiels que les Québécois ont bâtis. Liste exhaustive et irrévocable :

- ▶ **Santé** Québec et ses 350 000 employés — conservée intégralement.
- ▶ **Le** réseau des CPE — conservé. Les places à 10,70 \$/jour maintenues et renforcées.
- ▶ **Le** RQAP — conservé et amélioré. Congés parentaux les plus généreux au Canada.
- ▶ **Hydro**-Québec — conservée à 100 % en propriété provinciale.
- ▶ **La** SAQ — conservée. 800 M\$/an de dividendes maintenus.
- ▶ **La** Caisse de dépôt et placement — conservée.
- ▶ **Loto**-Québec — conservée.
- ▶ **Le** réseau scolaire — conservé (fusion MEQ + MES en un seul ministère plus efficace).

Réduire la taille de l'État ne signifie pas réduire les services. Cela signifie arrêter de payer deux fois pour les mêmes services. Le citoyen ne perd rien. Il gagne 700 \$ à plus de 2 000 \$ par année et un gouvernement qui fonctionne.

V. LA VÉRITÉ SUR LES EMPLOIS

AGIR est le seul parti qui vous donne les vrais chiffres — avec la distinction que personne d'autre n'ose faire.

Poste vs emploi — la distinction qui change tout

La question qu'on va nous poser : 'Vous supprimez 21 000 emplois?' La réponse honnête : 'Nous supprimons 21 000 postes redondants. Aucun fonctionnaire ne perd son emploi contre sa volonté.'

Un poste, c'est une case dans un organigramme. Un emploi, c'est une personne. AGIR supprime des cases redondantes dans des organigrammes qui en ont trop. Les personnes, elles, partent à la retraite, changent d'employeur, ou choisissent volontairement de quitter avec une prime. Perte de poste : oui. Perte d'emploi : non.

La fourchette affinée — 19 600 à 23 200 postes

L'ancienne fourchette de 17 000 à 26 000 postes avait un écart de 9 000 — trop large pour être crédible. AGIR a refait le calcul mesure par mesure, basé sur les effectifs publiés dans les rapports annuels et les organigrammes ministériels.

FOURCHETTE AFFINÉE DES SUPPRESSIONS DE POSTES

Ancienne fourchette	17 750 à 26 450 (écart : 8 700 postes — non crédible)
Nouvelle fourchette	19 608 à 23 192 (écart : 3 584 postes — défendable)
Médiane	~21 400 postes — chiffre de communication
Pourcentage de la FP	25 % à 30 % des 77 844 fonctionnaires (mars 2024)
Rythme	~7 000 postes / an sur 3 ans

Qui part et comment

DÉCOMPOSITION DES 7 000 POSTES SUPPRIMÉS PAR ANNÉE

Retraites naturelles non remplacées	2 800 / an (40 %) → Aucun impact sur l'emploi
Transferts vers l'employeur fédéral	2 100 / an (30 %) → Même travail, nouvel employeur
Départs volontaires bonifiés	700 / an (10 %) → Indemnité négociée — aucune AE
Transition AE temporaire	1 400 / an (20 %) → AE 3 à 6 mois — marché les absorbe
Aucune mise à pied involontaire	0 personne — garanti par contrat dans chaque accord de transfert

Le lien avec la pénurie de main-d'œuvre

Au quatrième trimestre de 2025, le Québec comptait 112 100 postes vacants, dont 95 800 postes permanents. Le secteur de la santé, à lui seul, manquait de 25 000 travailleurs. Les 21 000 postes supprimés par AGIR — des techniciens, des professionnels, des gestionnaires de programmes — correspondent exactement au profil recherché dans les secteurs en manque.

AGIR ne crée pas de chômeurs. AGIR libère des travailleurs qualifiés là où l'État en avait trop — et les oriente vers les secteurs où la société en manque cruellement. Les suppressions AGIR représentent moins de 19 % des postes vacants actuels du Québec.

Les emplois restent au Québec

Le préjugé le plus répandu : 'Transférer des fonctions à Ottawa, c'est envoyer les emplois à Ottawa.' C'est faux — et les données le prouvent.

L'ARC a déjà 5 600 employés au Québec — à Montréal, Laval, Québec et Sherbrooke. Quand AGIR transfère Revenu Québec à l'ARC, les 8 000 à 9 000 postes transférés rejoignent ces bureaux régionaux déjà en place. IRCC a déjà un grand bureau à Montréal. L'ACIA inspecte déjà des usines à Saint-Hyacinthe. Parcs Canada a des employés en Mauricie, en Gaspésie, partout au Québec.

OÙ TRAVAILLENT LES EMPLOYÉS APRÈS TRANSFERT ?

Revenu Québec → ARC	Bureaux ARC Montréal (305, boul. René-Lévesque), Laval, Québec, Sherbrooke
MIFI → IRCC	Complexe Guy-Favreau, Montréal — et bureaux régionaux
SCQ → SCC	Mêmes établissements carcéraux au Québec — nouvel employeur
MAPAQ pêcheries → MPO	Gaspé, Rimouski, Sept-Îles — déjà présent
CALQ → CAC	Tour de la Bourse, Montréal — déjà présent
MELCCFP normes → ECCC	Bureaux ECCC Montréal et Québec — déjà présents

Dans chaque accord de transfert, AGIR inscrit trois clauses non négociables : ancrage territorial (les postes restent au Québec), compétence linguistique (les agents sont francophones ou bilingues), et particularités québécoises (les programmes respectent les critères négociés par AGIR).

Rapatrifier des responsabilités vers Ottawa ne signifie pas que les emplois quittent le Québec. Les employés changent de badge — et souvent d'employeur pour un meilleur. Le paradoxe d'AGIR : en réduisant l'État provincial, on augmente le poids du Québec dans l'État fédéral.

VI. LA FIN DES CHICANES

Depuis 60 ans, la politique québécoise est structurée autour d'un combat permanent : Québec vs Ottawa. Ce n'est pas un accident. C'est la conséquence mécanique de deux gouvernements qui font la même chose sur le même territoire. AGIR met fin aux chicanes en supprimant leur cause.

Ce que les chicanes coûtent vraiment

Les guerres Québec-Ottawa ne sont pas que politiques. Elles ont des coûts réels, documentés et récurrents que personne ne comptabilise dans les bilans électoraux.

- ▶ **L'énergie** politique : chaque premier ministre québécois consacre une part significative de son mandat à négocier, plaider, protester ou menacer Ottawa — du temps qui ne va pas à la santé, à l'éducation ou à l'économie.
- ▶ **L'incertitude** pour les entreprises : deux régimes réglementaires, deux processus d'approbation, deux corps d'inspecteurs qui appliquent parfois des normes contradictoires — chaque doublon est un risque légal et administratif.
- ▶ **La paralysie décisionnelle** : quand deux gouvernements se disputent une compétence, rien n'avance. Les évaluations environnementales en double, les projets bloqués pendant des années dans des batailles de compétences.
- ▶ **La méfiance institutionnelle** : quand les gouvernements se disputent en permanence, les citoyens perdent confiance dans les deux. La satisfaction au Québec est la plus basse au Canada — en partie parce qu'on voit deux appareils qui se battent au lieu de servir.
- ▶ **Les cerveaux** mobilisés en pure perte : des centaines de juristes, d'économistes et de négociateurs des deux côtés qui consacrent leur carrière à défendre des positions dans des conflits qui n'auraient pas lieu d'être.

Les cinq chicanes éliminées par AGIR

DOUBLONS → CHICANES → SOLUTION AGIR

Deux agences fiscales (RQ + ARC)	Dispute permanente sur qui perçoit quoi, comment, à quel taux → Une seule agence, une seule règle, zéro dispute
Deux processus environnementaux	Projets bloqués des années dans des batailles de compétences → Un seul processus — responsabilité claire avant le projet
Deux systèmes d'immigration	'Ottawa ne respecte pas les cibles québécoises' — tension chronique → Un seul système avec critères québécois intégrés par contrat
Deux codes du travail	Employeurs confus, travailleurs inégaux, litiges constants → Un seul code, tout le monde sait les règles
Double financement des infrastructures	Municipalités coincées entre deux guichets qui ne s'entendent pas → Un seul guichet, financement direct, pas de dispute

AGIR ne propose pas un nouveau round de négociations constitutionnelles. Il propose de vider le terrain de la dispute en éliminant les raisons de se battre. Quand il n'y a plus de doublon fiscal, il n'y a plus de dispute fiscale. La chicane disparaît avec son objet.

Le paradoxe constitutionnel d'AGIR

Les souverainistes veulent que le Québec ait plus de pouvoirs pour arrêter de se chicaner avec Ottawa. AGIR propose que le Québec ait moins de doublons pour arrêter de se chicaner avec Ottawa. Les deux visent le même résultat — moins de friction, plus d'efficacité. Mais AGIR y arrive sans référendum, sans crise constitutionnelle, sans 30 ans de négociations.

La souveraineté résout le problème en supprimant un des deux gouvernements. AGIR résout le problème en supprimant les zones de chevauchement. Le résultat quotidien pour le citoyen est identique — mais le chemin est infiniment moins coûteux.

VII. L'ARGUMENT QUI TUE

TRUMP DIVISE POUR ABSORBER

AGIR UNIT POUR RÉSISTER

Le contexte géopolitique de 2026 change fondamentalement la nature du débat fédéral-provincial au Québec. Trump a transformé la menace théorique du 51^e État en pression réelle et continue. Dans ce contexte, AGIR est la réponse structurelle la plus cohérente — et la seule qui renforce véritablement la fédération.

Le contexte — Ce que Trump a changé

Depuis janvier 2025, Trump répète que le Canada devrait devenir le 51^e État américain, liant l'annexion aux droits de douane, au Dôme d'or, aux ressources naturelles. En réponse, 85 % des Canadiens rejettent l'annexion. La fierté canadienne est passée de 58 % à 67 % en deux mois au début de 2025. Au Québec — province où les indépendantistes ont un solide soutien — le sentiment de résistance s'est renforcé.

« Le Canada n'est pas à vendre et ne le sera jamais. » — Mark Carney à Donald Trump, mai 2025

La logique de l'annexion — et pourquoi AGIR y répond

Pour absorber le Canada, Trump a besoin que le Canada soit divisé. Un Canada où les provinces se chicanent avec Ottawa, où une province menace de partir, où les institutions ne s'entendent pas sur leurs propres règles — c'est un Canada vulnérable. Pas militairement. Institutionnellement.

Une fédération fragmentée est une fédération absorbable. Si chaque province demande séparément à intégrer l'union américaine, les États-Unis héritent de dix nouvelles entités — exactement ce que Trump cherche. La division est la stratégie.

LA LOGIQUE DE TRUMP vs LA RÉPONSE D'AGIR

Trump divise	Menaces tarifaires, rhétorique annexionniste, pression sur les provinces séparément
Le Québec souverainiste fragmente	Un Québec indépendant retire 8 millions de personnes de la fédération
Les chicanes Québec-Ottawa fragilisent	60 ans de disputes institutionnelles = image d'un pays qui ne fonctionne pas
AGIR unit	Élimine les chicanes, clarifie les compétences, renforce la coopération institutionnelle
AGIR renforce	Un Canada où Québec et Ottawa font équipe parle d'une voix forte à Washington
AGIR protège	Le Québec dans un Canada fonctionnel est plus souverain qu'un Québec seul face aux USA

Le paradoxe souverainiste face à Trump

La question directe aux souverainistes : un Québec de 8 millions d'habitants, seul, face à 330 millions d'Américains et à la plus grande puissance militaire de l'histoire — c'est une citadelle sans murs. Un Québec intégré dans un Canada de 40 millions, avec une économie de 2 500 G\$, un siège au G7, une armée et des alliances — c'est une position défendable.

Le vrai choix n'est pas entre la souveraineté et le fédéralisme. C'est entre un fédéralisme qui dysfonctionne et coûte cher — et un fédéralisme rationnel qui délivre des services, économise de l'argent et renforce la position du Québec dans le Canada et sur la scène internationale.

Le signal aux marchés et aux alliés

La consolidation de la souveraineté canadienne ne passe pas uniquement par la défense militaire. Elle passe par la démonstration que le Canada fonctionne — que ses institutions sont efficaces, que ses gouvernements coopèrent, que son économie est cohérente. AGIR envoie ce signal. Un Québec qui a rationalisé son État et coopère avec Ottawa dit au monde : le Canada est un pays qui sait se gouverner.

« Trump divise pour absorber. AGIR unit pour résister.

»

VIII. LES DOSSIERS CLÉS

Les journalistes et les analystes soulèvent systématiquement les mêmes dossiers pour tester la cohérence d'AGIR. Voici les réponses précises, sans esquivé.

Le troisième lien Québec-Lévis

La question : êtes-vous pour ou contre le troisième lien? La réponse d'AGIR : ce n'est pas notre dossier.

Avec AGIR au pouvoir, les ponts et liens interrives relèvent d'Infrastructure Canada — mesure 48 du programme. Le Saint-Laurent est une voie navigable fédérale depuis 1867. Un lien entre deux rives du fleuve est constitutionnellement une infrastructure nationale. Le coût estimé du projet actuel est de 5,3 à 9,3 G\$ selon le MTQ — sans les expropriations ni les études environnementales.

Le troisième lien? AGIR est pour ce que veut la population — en autant que ce soit clair qui paie. Avec AGIR, les ponts interrives relèvent du fédéral. C'est donc Ottawa qui répond. Nous, on pose la question à Ottawa. Clairement. Et on les tient imputables.

Si la population de Québec et Lévis veut un troisième lien — et manifestement une bonne partie le veut — Ottawa doit répondre. AGIR livre le message. Les pénalités contractuelles? Le contrat de construction n'est pas prévu avant 2027. Nous arrivons en octobre 2026. Il n'y a rien à annuler — il y a quelque chose à transférer au bon niveau de gouvernement.

La crise du logement

AGIR part d'un diagnostic différent de tous les autres partis. La crise du logement n'est pas uniquement une crise de quantité. C'est avant tout une crise d'opacité. Les loyers dérivent dans le noir — personne ne sait ce que paie son voisin, personne ne connaît l'historique des hausses par adresse.

La mesure AGIR : bail électronique obligatoire au TAL

L'infrastructure existe déjà. Le TAL offre une plateforme de bail électronique complète, avec signature à distance, à 2,99 \$. AGIR la rend obligatoire pour tous les propriétaires. Ce geste simple déclenche cinq effets simultanés :

- ▶ **Un** registre public de l'historique des loyers par adresse — chaque nouveau locataire sait ce que payait le précédent.
- ▶ **La** fin du relevé 31 — avec les baux dans le système TAL, Revenu Québec connaît déjà le locataire, l'adresse et le loyer. Le relevé devient automatique, puis disparaît.
- ▶ **L'impôt** automatique pour les propriétaires — les revenus locatifs sont connus du gouvernement. La déclaration préremplie s'applique aussi aux propriétaires.
- ▶ **La** détection des augmentations abusives sans contrôle des loyers — la transparence publique effectue le travail que la bureaucratie ne peut pas faire.
- ▶ **Le** crédit de solidarité automatique — le gouvernement sait qui est locataire où. Le crédit est versé sans formulaire.

AGIR ne contrôle pas les loyers. La transparence est la régulation. Un propriétaire peut augmenter son loyer — mais maintenant, son locataire le sait, son voisin le sait, son futur locataire le sait. La honte publique fait ce que la bureaucratie ne peut pas faire.

AGIR est-il de gauche ou de droite?

C'est la première question que pose tout journaliste. La réponse : AGIR ne joue pas sur cet axe-là.

L'axe gauche-droite mesure le rôle de l'État dans l'économie. AGIR répond à une question différente : quel niveau de gouvernement doit exercer ce rôle? C'est un axe orthogonal — perpendiculaire — à l'axe gauche-droite traditionnel.

CE QU'AGIR PREND ET REFUSE À GAUCHE ET À DROITE

Ce qu'AGIR prend à GAUCHE	Retour du trop-perçu direct · Protection des sociétés d'État · Transparence contre les abus · Équité salariale (17,75\$/h)
Ce qu'AGIR refuse de GAUCHE	Nouveaux programmes avec les économies · Contrôle des loyers · Nationalisation de nouveaux secteurs
Ce qu'AGIR prend à DROITE	Réduction de la taille de l'État · Confiance aux citoyens · Imputabilité chiffrée · Gestion par résultats
Ce qu'AGIR refuse de DROITE	Privatisation des sociétés d'État · Baisses d'impôt sans contrepartie · Démantèlement des CPE ou de la santé

AGIR est un parti pragmatique de rationalisation — pas un parti idéologique. Un plombier qui installe deux tuyaux là où un seul suffit n'est ni de gauche ni de droite. Il est inefficace. AGIR corrige le problème.

IX. LA RÉPONSE DES AUTRES ACTEURS

Les autres provinces

RÉACTION PROVINCIALE ANTICIPÉE

Alberta, Saskatchewan	Jalousie admirative — précédent qu'elles utiliseront pour leurs propres demandes. Si le QC économise 10 G\$ et réduit sa dépendance à la péréquation, elles applaudissent discrètement.
Ontario	Surveillance pragmatique — si ça marche, Queen's Park commandera sa propre étude sur ses doublons avec Ottawa.
Atlantique (sauf Î.-P.-É.)	Inquiétude sur la péréquation — si le PIB par habitant du QC augmente, sa part de péréquation diminue. En réalité une bonne nouvelle pour elles.
Île-du-Prince-Édouard	Ne peut pas critiquer AGIR sans critiquer son propre modèle de gouvernance à 12 ministères — le modèle AGIR.
Effet systémique	AGIR crée un précédent de délégation administrative volontaire sans amendement constitutionnel — que toutes les provinces pourront invoquer.

Le gouvernement fédéral — Carney majoritaire

Carney dirige un gouvernement libéral majoritaire avec 173 sièges sur 343. Il a besoin de partenaires pour gouverner. AGIR, s'il remporte les élections provinciales d'octobre 2026, devient un partenaire que Carney ne peut pas ignorer. Les intérêts sont alignés.

RÉACTION FÉDÉRALE PAR DOSSIER

Revenu Québec → ARC	OUI enthousiaste — Ottawa veut ça depuis 1954. L'ARC à l'infrastructure.
Code du travail harmonisé	OUI politique — agenda Carney, il l'a dit en campagne.
Inspection → ACIA	OUI procédural — ententes de délégation déjà existantes.
Immigration → IRCC	RÉSISTANCE FORTE — Accord Gagnon-Tremblay-McDougall de 1991 à renégocier.
Pénal → SCC	NÉGOCIATION LONGUE — question de capacité et de coûts.
TCS 24 % → 30 %	NON bilatéral — risque d'effet domino avec les autres provinces.
Environnement → ECCC	OUI partiel — déjà en cours dans plusieurs dossiers.

Ottawa résistera par réflexe bureaucratique. Puis négociera par intérêt politique. Puis acceptera par logique économique. C'est toujours ainsi que le Canada fonctionne. AGIR à le temps, le mandat et le plan pour traverser ces trois étapes en 36 mois.

X. DÉLÉGATIONS DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER — MODÈLE ONTARIO

Classification : ● Complexe — An 3 · Économie estimée : 400 à 600 M\$/an · Intégration dans les ambassades canadiennes — modèle Ontario

Le Québec maintient une vingtaine de délégations et bureaux à l'étranger — Paris, New York, Londres, Bruxelles, Tokyo, Mexico, Washington, Atlanta, Chicago, Los Angeles, Rome, Séoul, Singapour, Dakar, São Paulo et d'autres. L'Ontario, lui, n'a pas de délégations indépendantes : il intègre ses conseillers commerciaux directement dans les ambassades et hauts-commissariats canadiens. Le résultat est identique — la présence économique et sectorielle de l'Ontario est assurée — mais sans loyers séparés, sans administration parallèle et sans doublons diplomatiques.

Ce qu'Agir propose — modèle Ontario appliqué au Québec :

Exception protégée — Paris : La Délégation générale du Québec à Paris conserve son statut quasi-diplomatique distinct, ses privilèges et immunités diplomatiques, et sa lettre de mission au président de la République française. Son intégration dans l'ambassade canadienne est partielle (fonctions support administratives seulement). Paris représente 60 ans d'histoire, la francophonie mondiale et un statut constitutionnel unique qu'Agir ne remet pas en question.

Toutes les autres représentations (New York, Londres, Bruxelles, Tokyo, Mexico, Washington, Atlanta, Chicago, Los Angeles, Rome, Séoul, Singapour, Dakar, São Paulo, Houston, Boston, Shanghai, Shenzhen) : intégration complète dans les missions diplomatiques canadiennes correspondantes, avec maintien d'un conseiller sectoriel québécois intégré dans l'équipe de l'ambassade. Mandat québécois explicitement inscrit dans sa lettre de mission fédérale — clause de protection négociée dans le protocole Québec-Ottawa An 3. Non-renouvellement des baux séparés dès expiration — An 1 et An 2 selon les échéances contractuelles.

L'argument Agir : « L'Ontario gère ses intérêts économiques à l'étranger depuis des décennies en intégrant ses conseillers dans les ambassades canadiennes. Même résultat. Zéro doublon. Zéro loyer séparé. Le Québec peut faire la même chose — et économiser 400 à 600 M\$ par année — en protégeant ce qui est vraiment distinct : Paris. »

XI. LES GARANTIES — CE QUI REND CE PROGRAMME IRRÉVERSIBLE

Garantie 1 — Aucune mise à pied involontaire

Les 19 600 à 23 200 postes redondants supprimés sur 3 ans le sont par attrition naturelle (retraites), par réaffectation à l'employeur fédéral, et par départs volontaires bonifiés. Chaque accord de transfert contient une clause de protection de l'emploi. Aucun fonctionnaire n'est mis à pied contre sa volonté. Cette garantie est inscrite dans chaque contrat signé avec Ottawa.

Garantie 2 — Un tableau de bord public sous le vérificateur général

Dès le Mois 1, un tableau de bord public est mis en ligne, tenu à jour mensuellement par le vérificateur général — pas par le gouvernement. Pour chacune des 73 mesures : statut d'avancement, économies réalisées, services maintenus, indicateurs de qualité. Le tableau de bord n'est pas sous le contrôle du premier ministre. Il est sous celui du vérificateur général et de l'Assemblée nationale.

Garantie 3 — 23 agents terminaux

Les 23 agents de transfert, qui exécutent le programme sous l'autorité directe du premier ministre, ont un contrat de 3 ans non renouvelable. Leur poste est aboli à terme. Un agent qui se préoccupe

de sa prochaine nomination n'est pas un agent de transformation — il est un obstacle. Cette condition est constitutive du rôle.

Garantie 4 — Un horizon de 36 mois, pas 10 ans

Chaque mesure a un calendrier précis. 13 mesures critiques démarrent au Jour 1. Toutes les 73 mesures sont complétées dans les 36 mois du premier mandat. Il n'y a pas de 'phase 2' reportée. Il n'y a pas de sous-comité d'étude. Il y a un mandat, un calendrier et un vérificateur général qui valide chaque livrable.

Garantie 5 — Vote de confiance lié aux objectifs

Si moins de 50 % des mesures de l'An 1 sont complétées selon l'échéancier validé par le vérificateur général, le premier ministre soumet automatiquement sa gouvernance à un vote de confiance de l'Assemblée nationale. C'est inscrit dans les règlements du parti (Art. 25-27). Seuils An 1 : vert = 13 mesures ou plus complétées / 23 · jaune = 8 à 12 · rouge = moins de 8 (vote de confiance automatique). Le déclenchement peut également être activé par les membres (20 %), le caucus (50 %) ou le CA (2/3), avec congrès extraordinaire dans 60 jours. Chef maintenu si 50 %+1 — sinon démission dans 48 heures. C'est la première fois dans l'histoire politique québécoise qu'un gouvernement se soumet à une clause d'imputabilité automatique.

Garantie 6 — Une structure de gouvernance constitutionnelle et inédite

Dès le Jour 1, le Conseil des ministres d'AGIR est composé de 23 ministres, structurés en deux catégories distinctes :

12 ministres permanents — Gouvernent les 12 ministères cibles dès le Jour 1. Leur poste est pérenne. Ils sont les architectes du Québec restructuré.

11 ministres temporaires — Gouvernent les 11 ministères à dissoudre. Ils savent dès le Jour 1 que leur poste disparaît quand leur mission est accomplie. C'est précisément ce qui en fait des agents de transformation efficaces : ils n'ont aucun intérêt à préserver ce qu'ils sont mandatés à éliminer.

En plus du Conseil des ministres, **23 agents de transfert** exécutent les 73 mesures de doublons sous l'autorité directe du premier ministre. Ils n'ont pas de titre politique — ils ont une mission. Leur contrat est de 3 ans non renouvelable, et leur poste est aboli à terme.

Au terme du mandat (An 3) : les 11 ministres temporaires ont livré et quitté. Les 23 agents de transfert ont livré et quitté. Les 12 ministres permanents gouvernent le Québec restructuré avec 17 G\$/an d'économies réalisées.

“Mes 11 ministres temporaires savent dès le Jour 1 que leur poste disparaît quand leur mission est complète. Mes 23 agents de transfert n'ont pas de titre politique — ils ont une mission. C'est ça la différence.”

AGIR est le seul parti de l'histoire du Québec qui s'impose lui-même une clause de démission automatique si ses objectifs ne sont pas atteints. Ce n'est pas de la rhétorique électorale. C'est un mécanisme légal inscrit dans les règlements du parti.

XII. CONCLUSION — LE CHOIX

En octobre 2026, les Québécois auront un choix inédit. Pour la première fois, un parti leur propose non pas de choisir entre le Canada et le Québec, mais de réclamer leur juste place dans le Canada qu'ils ont contribué à bâtir — tout en rendant la fédération plus forte face aux pressions extérieures.

Le Parti québécois propose de quitter le Canada pour avoir un seul gouvernement. C'est une solution radicale à un problème réel. AGIR propose d'avoir un seul gouvernement par domaine sans quitter le Canada — en éliminant les doublons, en transférant les fonctions redondantes à l'échelon le plus efficace, et en retournant les économies aux citoyens.

La CAQ propose de gérer les doublons — AGIR propose de les éliminer. Le PLQ propose de négocier à la marge — AGIR propose de régler structurellement. QS propose de dépenser davantage — AGIR propose de dépenser mieux.

Ce livre blanc n'est pas un manifeste de colère. C'est un plan d'ingénierie. Chaque mesure est numérotée. Chaque responsable est nommé. Chaque économie est chiffrée. Chaque service est protégé. Chaque dollar récupéré a une destination.

LA PROMESSE D'AGIR EN CHIFFRES

19 600 à 23 200	Postes redondants supprimés sur 3 ans — aucune mise à pied involontaire
17 G\$/an	Économies annuelles : 10 G\$ (doublons Ottawa) + 7 G\$ (rationalisation ministérielle)
700 \$ → plus de 2 000 \$/an	Retour du trop-perçu d'impôt par contribuable (progressif sur 3 ans)
112 100	Postes vacants au QC qui absorbent les personnes en transition
33 % → 64 %	Potentiel de satisfaction — de la moins bonne (QC actuel) à la meilleure (Î.-P.-É.)
1,2 %	Part des économies An 1 consacrée à la transition AE — payée par Ottawa
36 mois	Délai pour compléter les 73 mesures — un mandat, pas une génération
0	Mise à pied involontaire — garanti par contrat

Moins de bureaucratie. Autant de services. 2 000 \$ dans vos poches. Un Canada fort. C'est la promesse d'Agir Québec-Canada. Lisez les 73 mesures. Vérifiez les chiffres. Exigez les résultats.

AGIR QUÉBEC-CANADA

ÉQUITÉ — ÉCONOMIES — GRATUITÉ

TRUMP DIVISE POUR ABSORBER · AGIR UNIT POUR RÉSISTER

12 ministères · 23 agents · 73 mesures · 3 ans · 10 G\$/an · 600\$ à 2 000\$ par contribuable